



CHSCT DU 27 SEPTEMBRE 2013

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Ce CHSCT se déroule alors que les mauvaises nouvelles ne cessent de s'accumuler. Chômage massif, augmentation de la pauvreté, accroissement des déficits et croissance nulle créent dans la population beaucoup de difficultés et même de la désespérance. Le gouvernement socialiste qui a été élu pour rompre avec les politiques passées renonce à tous ses engagements faisant ainsi le jeu du FN et de son programme dangereux et xénophobe.

Ainsi, la nouvelle réforme des retraites prolonge et aggrave les choix faits par le passé. Alors que le parti socialiste soutenait les manifestants en 2010 contre la réforme Sarkozy, sa réforme 2013 en aggrave les effets notamment par un allongement de la durée de cotisation à 43 ans.

Les jeunes déjà frappés par l'emploi précaire seront encore les principales victimes de cette réforme et subiront la double peine. Peu d'espoir de percevoir une retraite sans décote avant 65 ou 67 ans et aussi difficulté de trouver un emploi à cause des salariés obligés de retarder leur départ à la retraite.

Pourtant il n'y a aucune raison que le gouvernement suive les injonctions de Bruxelles lorsqu'on voit les dégâts qu'elles entraînent pour le pays mais encore plus en Grèce et dans d'autres pays Européens.

Rien de bon et de durable ne peut être envisagé sans un nouveau partage des richesses. L'augmentation scandaleuse des profits des grandes entreprises et des plus fortunés se poursuit de même que la fraude fiscale. Les derniers chiffres connus avancent une fraude pour la seule TVA de 32 milliards pour la France. Cela n'empêche pas M. Moscovici d'annoncer avec un enthousiasme déplacé la poursuite des suppressions d'emplois à la DGFIP mettant les personnels dans des situations parfois dangereuses pour leur sécurité.

Pourtant la situation de l'emploi dans les services est catastrophique. Beaucoup de bureaux sont vides à la suite de départs non remplacés. Les agents sont à bout et les usagers toujours plus nerveux à cause des conditions d'accueil mais aussi suite aux hausses d'impôts qu'ils subissent. Dans les postes comptables l'accueil physique, les demandes de renseignements et le paiement en espèce sont en forte hausse.

Les personnels, malgré tout font face et lancent des signaux, ignorés malheureusement à ce jour. Cela devrait interpeller la Direction ! Et bien rien et la situation continue de se dégrader. Bien sûr tout ne peut se régler au plan local. Le gel du point d'indice, la baisse du nombre de promotions ne sont pas de la responsabilité du Directeur tout le monde en convient. Par contre l'organisation de l'accueil, l'amélioration des conditions de travail, une meilleure écoute des personnels et des Cadres ; refaire des formations métiers en local ; autant de sujets pouvant trouver des réponses locales.

Pour seule réponse au quotidien et à la souffrance au travail des agents, le directeur général a rendu publique le 9 juillet sa démarche stratégique. Or, le contexte dans lequel s'inscrit sa démarche stratégique est la poursuite des suppressions d'emplois avec un budget 2014 qui prévoit, notamment, 2564 suppressions d'emplois à Bercy (25 000 depuis 2002) et la réduction drastique des dotations budgétaires.

Sa démarche stratégique, c'est notamment une accélération de la liquidation de pans entiers des directions territoriales, les transferts aux directions régionales qui seront dotées de pouvoirs étendus, la dématérialisation généralisée, les concentrations du réseau, les pôles en tous genres, le travail à distance, le recul de l'accueil, la remise en cause des droits des agents sous couvert de réévaluation régulière.

La CGT Finances Publiques condamne la démarche stratégique et exige son abandon.